

ANALYSE DES RELATIONS ECONOMIQUES ALGERO-EUROPEENNES A LA LUMIERE DE L'ACCORD D'ASSOCIATION

SOUAK Fatma Zohra⁽¹⁾

RESUME :

L'objet de cet article est l'analyse des relations économiques et commerciales entre l'Algérie et l'UE à la lumière des différents accords liant les deux parties et instaurant progressivement une zone de libre-échange. C'est l'essor des relations économiques équilibrées et la libéralisation progressive des échanges de biens qui constituent l'objet essentiel de nos préoccupations compte tenu du fait que la théorie et l'expérience nous enseignent que le libre-échange profite toujours aux nations puissantes et développées. L'analyse des échanges commerciaux et leur évolution révèle une polarisation de ces derniers par l'UE(+ de 60%) et surtout une asymétrie entre les 2 parties qui concerne aussi bien les échanges que la richesse .Dans le cadre d'échanges de biens hors hydrocarbures, on constate en 2013 c'est-à-dire 8 ans après l'entrée en vigueur de l'accord d'association que pour un dollar exporté hors hydrocarbures, on importe pour 13,7\$ presque 14 fois plus .

Mots clés : échanges commerciaux, intégration, Algérie, Europe, partenariat, polarisation, asymétrie, diversification

INTRODUCTION

Cet article a pour objet une réflexion sur l'évolution des relations algéro-européennes dans le cadre du partenariat euro-méditerranéen. Nous examinerons plus particulièrement l'impact (effets possibles et potentiels) de ce partenariat sur l'économie algérienne et les perspectives de son intégration au marché commun européen, compte tenu des enjeux qui pour l'Europe sont la pénétration et le contrôle du marché algérien et pour l'Algérie la réduction de sa dépendance vis-à-vis des hydrocarbures et la diversification de son économie sensées être obtenues par un volume adéquat d'IDE et un transfert de technologie.

Nous examinerons les termes et les perspectives de ce partenariat c'est-à-dire l'évolution de leurs échanges commerciaux, face aux nouveaux défis de la globalisation de l'économie mondiale. En effet, la montée de la

¹ SOUAK Fatma Zohra, Maitre de conférences A ENSSEA

mondialisation et l'élargissement de l'Europe poussent les pays de l'union européenne à redéfinir leurs relations avec leurs voisins du sud..

Il faut tout d'abord rappeler, que la mise en place de l'Union Monétaire Européenne et l'instauration de l'Euro au 01/01/1999 ont été analysés (1) principalement sous l'angle européen en tentant d'évaluer les avantages économiques que procurerait l'Euro à l'Europe et en négligeant ses répercussions économiques régionales. Différentes études d'impact ont été réalisées et les évaluations ont été faites aussi bien dans le cadre d'études quantitatives que qualitatives. Elles ont porté soit sur des indicateurs économiques réellement observés (évolution comparée du PIB/tête des pays de l'Union Européenne et celui des pays partenaires Est Européens et méditerranéens, leur taux d'ouverture ainsi que l'évolution probable des échanges extérieurs, leur taux d'investissement et ratio investissement/PIB) soit elles ont consisté en des études ex-ante. Examiner les effets du partenariat euro-méditerranéen sur l'économie algérienne nous conduit à nous interroger :

- sur le processus de libéralisation commerciale (exportations et importations et l'accès au marché européen des produits algériens)
- sur le système d'interdépendance économique d'ensemble et sa cohérence par rapport aux objectifs fixés dans le cadre de ce partenariat.
- Le partenariat euro-méditerranéen a-t-il permis un développement des échanges avec l'Union Européenne ?
- A - t -il favorisé une diversification de l'économie algérienne afin de réduire sa dépendance vis-à-vis des Hydrocarbures ?

La réponse à toutes ces questions nécessite une analyse au double plan macroéconomique et mésoéconomie (sectorielle) ; étant donné que l'accord est basé sur la spécialisation et que les échanges sont des échanges interbranches portant sur plusieurs biens et non intra branche portant sur un bien similaire. Nous examinerons particulièrement les effets directs sur la balance des paiements en termes de relations commerciales et de flux financiers en fonction du degré d'intégration économique. C'est dans ce

1 - Jean pierre Chaffour et Loukas Stemitsiotis « L'impact de l'Euro sur les pays méditerranéens » Cahiers de l'euro n°24. 1998

- Agnès Bénassy-Quéré et Benoît Mojon « L'UEM et la stabilité du taux de change euro/dollar », Janvier 1998

- Degauvie P « Economie de l'intégration monétaire » traduit par Marie Donnay Ed De Boeck 1998

- Le partenariat euro-méditerranéen en l'an 2000. Forum méditerranéen des instituts Économiques (femise network) juillet 2000

- Seconde conférence du Femise : « l'Euro et la Méditerranée. Les politiques de change des PSEM: bilan et perspective d'ancrage à l'euro ». C . Berthomieu et Alii. Marseille du 8 au 30 mars 2001.

- Leveau Remi, « Le partenariat euro méditerranéen, la dynamique de l'intégration régionale » rapport de groupe ,éd 2000

sens que nous consacrerons un chapitre préliminaire pour mettre en évidence la spécificité de l'économie algérienne liée aux caractéristiques de ses relations commerciales et financières avec l'Europe et leur évolution(I). Une approche historique des relations économiques et financières entre l'Union Européenne et l'Algérie nous permettrait d'une part d'évaluer ces relations depuis le début des années 1990 et de dégager les tendances d'évolution de ces mêmes relations et d'autre part de mettre en évidence la spécificité de ses relations qui se caractérisent notamment par une très forte polarisation (II) et une asymétrie (III) par rapport à l'Europe.

I) Le contexte économique et social des relations entre l'UE et l'Algérie

Il nous semble opportun de resituer ces relations dans leur contexte économique et social, en rappelant brièvement, la politique économique et sociale qui a été mise en œuvre depuis la décennie 1970, car c'est elle nous semble-t-il, qui a structuré, le système productif national actuel et son insertion dans l'économie mondiale et particulièrement ses relations économiques et financières avec l'Europe.

L'économie algérienne a été transformée assez rapidement grâce à une politique d'investissements massifs durant la décennie 1970, réalisée essentiellement par l'État et mise en œuvre grâce à une rente pétrolière importante et assez pérenne . Du fait du poids très important des recettes pétrolières dans les exportations et les recettes budgétaires, toute variation dans un sens ou dans l'autre, du prix du pétrole brut a un fort impact sur l'activité économique du pays. Ainsi, une hausse du prix du pétrole conduit à une amélioration de l'activité économique par le biais de deux (2) canaux :

- celui des importations de biens et de services (dont l'augmentation améliore l'activité productive et l'activité des services nécessitant eux-mêmes des demi-produits et des biens de consommation finale d'importation)
- celui des recettes budgétaires qui permet aux pouvoirs publics d'augmenter les dépenses qui se répercutent par l'amélioration de l'activité liée au développement des infrastructures de base.

Le prix du pétrole est donc la variable d'ajustement qui imprime son sens à l'activité économique en général et au commerce extérieur de l'Algérie, en particulier. En effet, le contrechoc pétrolier de 1985/1986 entraîna la restriction des importations de biens de production pour le secteur public qui réalisait 80% de la valeur ajoutée durant les années 1980 et dont la part n'a cessé de se réduire depuis pour atteindre (5% environ).

Compte tenu du fait que ces relations sont des relations commerciales essentiellement, un aperçu de la situation et de l'évolution du commerce extérieur, permettrait de mieux apprécier sa place et son rôle dans l'activité économique.

A) Évolution du commerce extérieur de marchandises.

Le commerce extérieur algérien de marchandises présente depuis 1983, trois caractéristiques majeures :

- Une quasi-stagnation de ses importations jusqu'en 2001 et une hausse de ses mêmes exportations avec l'envolée du prix du baril de pétrole brut à partir de 2002 (1).
- Une quasi domination des exportations d'hydrocarbures, dans les exportations totales de marchandises (>97%) qui assurent la totalité des entrées en devises fortes du pays, essentiellement en dollar américain.
- Et un solde de la balance commerciale dépendant de la seule variable : le niveau du prix du pétrole brut sur le marché international.

1) Une compression des importations jusqu'en 2001

Les importations de marchandises qui avaient augmenté de plus de 50% en 1981 et 1982 ont baissé sur toute la période, à l'exception des années 1990 et 1995 où elles ont, de nouveau, atteint leur niveau de 1980. La crise de la dette et le contre-choc pétrolier de 1986 et l'imprévisibilité du marché du pétrole brut, installèrent depuis, la compression des importations, pour assurer le remboursement du service de dette qui croîtra régulièrement jusqu'à la fin des années 1990. Durant la période 1980-2001, **en valeurs courantes**, les importations ont baissé, en moyenne annuelle, de 21,2%. La hausse du prix du pétrole durant la période 2002-2004, a fait faire un bond aux importations, qui ont presque doublées (1,86). Si l'on considère l'évolution périodique des importations, la baisse la plus importante (-25%) a eu lieu en 1986-1994. L'action conjuguée du rééchelonnement (1994) et de la hausse du prix du pétrole durant la dernière période (1995-2001), a permis une augmentation de +12,6% du volume moyen des importations atteignant ainsi 9,3 milliards de \$. Toutefois, la remontée constatée durant la période concernée (1995-2001) ne compense pas totalement le recul observé sur la précédente période. Le niveau atteint par les importations durant la période 2005-2012 révèle une véritable explosion des importations qui s'explique par les recettes fiscales pétrolières liées à l'augmentation des prix pétroliers .

1 La hausse du prix du baril de un (1) dollar augmente la valeur des exportations de cinq cent mille dollars.

Tableau n°1 : Évolution moyenne des importations avant et après les contre-chocs pétroliers

Période	1980-1985	1986-1994	1995-2001	2002-2004	2005-2012
Moyenne annuelle en millions de \$	11098	8295	9341	14581	35428
Variation		-25%	+12,6%	+ 66,6%	+366%

Source : calculé par nous-mêmes à partir des données du CNIS

En valeur, le recul des importations a concerné principalement les biens d'équipement et les biens intermédiaires, c'est-à-dire les biens destinés à l'appareil industriel. Une analyse de la structure des importations (tableau n° 2) révèle une chute de la part des biens d'équipement et biens intermédiaires qui passent respectivement de 31,2% à 27,7% et de 32,2% à 30,4% durant la période 1980-1994. Parallèlement, les produits alimentaires voient leur part augmenter de 18,8% à 30%, tandis que celle des produits de consommation accuse une baisse, passant de 17,2% à 14,4%. La mise en œuvre du plan d'ajustement structurel en 1994, marque un changement dans la structure des importations par familles de produits. En effet, nous assistons à des augmentations significatives de la part des biens d'équipement et des biens de consommation qui passent respectivement, de 27,7% à 36,4% et de 11,9% à 14,8%. Parallèlement à ces augmentations nous assistons à des baisses comme celle, des produits alimentaires qui voient leur part passer de 30% à 24,7% ; ou encore celle des biens intermédiaires qui recule respectivement de 30,4% à 24,1%.

L'accroissement de la part des biens d'équipement, ne reflète en aucun cas un dynamisme dans l'investissement, mais couvre surtout les importations de véhicules de transport de personnes et de marchandises après l'installation des concessionnaires de marques étrangères (1,387 milliards de dollars en 2004).

La chute de la part des biens alimentaires est probablement la conséquence de la chute réelle du pouvoir d'achat qui comprime également la demande de biens intermédiaires. La réduction de cette dernière qui résulte de l'ouverture du marché et donc d'une offre nationale fortement concurrencée par des produits d'importation apparaît à travers les capacités industrielles inutilisées.

La contraction des importations jusqu'en 2001 trouve son explication, nous semble-t-il, dans la volonté des pouvoirs publics d'équilibrer la balance des paiements. Mais à partir de 2002, les importations repartent à la hausse. Cette augmentation est liée à la fois à la hausse du prix du pétrole sur le marché international et au contexte politique national. Cette hausse est due essentiellement à l'augmentation du poste « *véhicules automobiles* » (1) que la comptabilité du commerce extérieur classe dans le secteur des biens d'équipements (2).

Depuis 2005, on constate que la part des biens intermédiaires importés reste relativement stable, bien qu'en valeur absolue, le montant a été multiplié par 2,5 passant de 4094 millions \$ à 10370 millions \$ en 2012. Celle des biens d'équipement industriels et agricoles diminue et passe de 42,3% à 29,06% au profit des biens de consommation alimentaires et durables dont les parts passent respectivement de 16,7% à 18,9% et de 13% à 21% environ. L'absence de la relance industrielle explique la baisse de la part des biens d'équipement tandis que l'augmentation de la part des biens de consommation trouve son explication dans la recherche de la paix sociale et la peur de la contagion des printemps arabes.

2) Les exportations et la place des hydrocarbures.

L'Algérie est un pays quasi-mono exportateur. Les recettes d'exportation sont constituées exclusivement d'hydrocarbures. Cette situation est ancienne comme le montre le tableau n°3.

1 En 2004, les importations automobiles ont atteint un (1) milliard de dollars.

² Il en est de même pour les biens de consommation durables tels que machines à laver (linge et vaisselle)

Tableau n°2 Évolution de la structure des importations, par famille de produits de 1980 à 2013.

Groupes D'UTILISATION	1980	1984	1986	1994	1995	1998	2000	2001	2002	2003
Alimentation	1991	1770	1849	2816	2753	2533	2415	2395	2740	2678
Energie et Lubr.	259	211	274	56	118	126	129	139	145	114
Produits bruts	605	637	551	619	789	540	428	478	562	689
Demi-produits	2591	3054	2305	2143	2372	1722	1655	1872	2336	2857
Biens d'équip. Agr.	103	102	82	33	41	43	85	155	148	129
Biens d'équip. Ind.	3199	3038	2818	2428	2937	3120	3068	3435	4423	4955
Biens de consom.	1803	1480	334	270	1751	1319	1393	1466	1655	2112
TOTAL	10551	10292	8213	8365	10761	9403	9173	9940	12009	13534
Groupes D'UTILISATION	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Alimentation	3597	3587	3800	4954	7813	5863	6058	9850	8983	
Energie et Lubr.	173	212	244	324	594	549	955	1174	1 887	
Produits bruts	784	751	843	1325	1394	1200	1049	1783	1824	
Demi-produits	3645	4088	4934	7105	10014	10165	10098	10685	10370	
Biens d'équip. Agr.	173	160	96	146	174	233	233	387	329	
Biens d'équip. Ind.	7139	8452	8528	8534	13093	15139	15139	16050	13453	
Biens de consom.	2797	3107	3011	5243	6397	6145	6145	7328	9955	
TOTAL	18308	20357	21456	27631	39479	39294	39677	47257	47490	54852

Source : données du CNIS

Tableau n° 3: Poids des hydrocarbures dans les exportations totales.

Année	En%	Année	En%	Année	En%
1967	72,9	1984	97,7	1998	96,5
1968	71	1985	98	1999	96,2
1970	69,4	1986	97,3	2001	97,2
1970	69,4	1987	97,5	2002	96,8
1971	74,9	1988	94,6	2003	98,01
1972	82,3	1989	96,7	2004	97,5
1973	83	1990	95,9	2005	98
1974	93,2	1991	96,2	2006	97
1976	95	1992	95,4	2008	97,5
1978	96,1	1994	96	2009	97,6
1979	97,6	1995	94,9	2010	97,33
1981	98,2	1996	93,4	2011	97,19
1983	98,5	1997	96,3	2012	97,13

Source : CNIS

Rappelons que cette situation s'est installée à partir de l'année 1974 où plus de 90% de nos exportations sont constitués d'hydrocarbures. Depuis le début de la décennie 1980, la part des hydrocarbures dans les exportations est quasi-stable, toujours supérieure à 95%. Malgré la quasi-stagnation apparente dans la structure des exportations de la part des hydrocarbures, la transformation de cette offre est réelle. L'Algérie a exporté en 2012 pour 71866 millions de \$ de marchandises et (pour le 1^{er} semestre 2013, 65917 millions de \$), constituées à 97,52 % par les hydrocarbures soit 69804 millions de dollars. Les exportations d'hydrocarbures ont enregistré une forte diminution passant de 79298 millions \$US en 2008 à 45194 millions \$, en 2009 soit une baisse de 53,7% . La crise économique de 2008 a mis en lumière les fragilités de l'économie algérienne .cette dernière a été affectée principalement à travers la chute des prix des matières premières. Cette fluctuation des recettes pétrolières par la manipulation des prix du pétrole brut et du taux de change du dollar US a une conséquence importante sur la souveraineté du pays en perdant le contrôle sur sa monnaie et sur ses recettes

d'exportation. En effet, la valeur de la monnaie nationale fluctue entre autres en fonction de la variation des taux de change des monnaies internationales, essentiellement le dollar US, du fait qu'il est la monnaie du pétrole et que les recettes pétrolières représentent plus de 97% de nos exportations, 70 % du budget de l'État et 47% du PIB. Ce poids quasi déterminant du secteur des hydrocarbures dans l'économie nationale la fragilise énormément et fournit une explication au paradoxe du pays qui même doté d'une réserve de change importante (198 mds de \$ US), peine à maintenir la croissance économique en dehors des hydrocarbures.

3) Évolution du solde de la balance commerciale.

Durant la période 1980-2012, l'Algérie a importé en moyenne annuelle, pour 9994 millions de dollars U.S de marchandises avec un écart-type de 2602 millions de dollars (soit +/-26%). Elle a exporté durant cette période, en moyenne annuelle pour 13373 millions de dollars avec un écart-type de 4169 millions de dollars (soit +/-31%). Ainsi, comme le montre le tableau ci-dessous, le solde de la balance commerciale enregistré s'élève en moyenne durant cette période à 3348 millions de dollars avec un écart type de 3283 millions de dollars.

Ce tableau montre que la balance commerciale est excédentaire depuis 1995. la diminution du solde en 2009 est l'expression de la crise de 2008. A noter que du fait principalement d'un prix moyen du baril, au 1^{er} semestre 2013 nettement inférieur à celui de 2012 et d'une augmentation des importations, il se dégage une régression de la balance commerciale .

Tab n°4 : Evolution de la balance commerciale algérienne 1970 -2013 en Millions de US\$

Année		Année		Année		Année	
1970	-1224	1988	-70	1997	5690	2006	33157
1980	4056	1990	3110	1998	234	2008	39819
1981	-52.1	1991	4670	2000	12858	2009	5900
1982	-5122	1992	3210	2001	1028	2010	16580
1984	3557	1994	-260	2003	11078	2011	26242
1986	-460	1995	160	2004	13775	2012	24376
1987	2030	1996	4120	2005	25644	2013*	11065

Source : CNIS

*les chiffres concernent 6 mois 2013

Tableau n°5 . Évolution du commerce algérien de marchandises (1995-2012).

En millions de \$ us

Période 1995-2012	Moyenne (1)	Écart- type (2)	2/1 En %
Importations	19250	23768	26,04
Exportations	33091	14466	31,17
Dont : hydrocarbures	32223	23204	35,65
Solde de la Balance Commerciale	13848	12315	90,88

Source :CNIS

Cette quasi-équivalence entre ce solde et cet écart, révèle ainsi l'importance des fluctuations dans les recettes d'exportations, provenant essentiellement des hydrocarbures. La sensibilité aux prix du pétrole sur le marché international conditionne, en fait, tout le commerce extérieur du pays. Le solde de la balance commerciale de marchandises dépend essentiellement de la variation du prix du pétrole brut qui fait du pétrole la variable déterminante d'ajustement et fragilise toujours plus la balance commerciale de l'Algérie car dépendant de la conjoncture internationale des matières premières à l'exportation pour les hydrocarbures et à l'importation pour les produits de base.

II) La polarisation de l'activité économique sur l'Europe

Cette partie est consacrée à l'analyse des échanges entre l'Algérie et l'UE, pour montrer la polarisation des échanges sur l'UE. Nous nous intéresserons également aux types de produits échangés pour voir si on a affaire à un commerce interbranches basé sur la spécialisation ou un commerce intra branche portant sur un bien similaire .Il faut noter que L'évolution des échanges commerciaux , est passée par 3 phases : la 1^{ère} qui va de la fin des années 1960 au milieu des années 1970 est caractérisée par un faible volume des échanges qui s'explique par le fait que l'Algérie était plus préoccupée

par la question de la nationalisation des hydrocarbures et par la construction du secteur public. La 2^{ème} période va de la fin de la décennie 70 aux années 2000 où on remarque que l'augmentation enregistrée au début marque le pas à partir du retournement du marché pétrolier en 1986. Durant la 3^{ème} période qui débute avec la décennie 2000 jusqu'à 2012, on enregistre une progression particulièrement remarquable surtout à partir de 2005 avec l'augmentation des prix pétroliers en 2004.

Avant d'aborder la question de la polarisation des échanges, rappelons le cadre institutionnel des échanges, c'est-à-dire les différents accords qui ont organisé et consolidé le processus d'intégration économique entre l'UE et l'Algérie.

A) Le cadre institutionnel des accords entre l'Algérie et l'Union Européenne.

1) Les accords de coopération

Il faut rappeler que les premiers accords conclus entre l'Union Européenne et les pays méditerranéens remontent à 1976, lors de l'adoption d'une politique méditerranéenne globale (PMG) ⁽¹⁾. L'Union Européenne avait choisi de mener une politique d'intégration régionale appelée « approche globale méditerranéenne ». Celle-ci se distingue des accords bilatéraux, par sa dimension plus « régionale » et dont l'objectif principal était de garantir le libre accès des produits industriels des pays tiers méditerranéens sur le marché européen.

Mais, les relations entre l'Algérie et l'UE n'ont réellement commencé à se renforcer qu'à partir de 1986. L'Algérie affectée par la chute du prix du pétrole recherche un soutien et une aide pour financer et mettre en œuvre ses réformes économiques.

En 1992 ⁽²⁾, la communauté économique européenne procède à la mise en place d'une politique méditerranéenne rénovée (PMR) qui souligne l'importance de l'action européenne dont l'objectif était d'approfondir la coopération financière et technique avec les pays concernés.

En 1995, le partenariat euro- méditerranéen établi lors du processus de Barcelone avait trois objectifs constituant les trois volets des accords conclus entre l'UE et les pays du sud et de l'Est de la méditerranée à savoir : Le volet politique, le volet économique et financier et le volet social culturel et humain. Même si c'est le volet économique qui nous intéresse dans le cadre de cet article, il faut noter que le volet politique est important, car cette

¹ L'accord de 1976 a été suivi par l'accord d'adaptation signé le 25 mai 1987

² En application du règlement n°1764/95 du conseil européen du 29 juin 1992

référence au politique est primordiale puisque reposant sur la conviction, qu'il ne peut y avoir de développement économique durable sans une bonne gouvernance.

2) L'accord d'association entre l'Algérie et l'UE

Dans la continuité des objectifs visés par la conférence de Barcelone en 1995, l'Union Européenne a signé un accord d'association ¹ avec l'Algérie établissant une zone de libre échange (ZLE) entre les 2 parties. Il s'agissait dans le cadre de cet accord de :

- fournir un cadre approprié au dialogue politique entre les parties afin de permettre le renforcement de leurs relations et de leur coopération dans tous les domaines qu'elles estiment pertinents.
- développer les échanges, assurer l'essor des relations économiques et sociales équilibrées entre les parties et fixer les conditions de la libéralisation progressive des échanges de biens, de services et de capitaux.
- favoriser les échanges humains, notamment dans le cadre des procédures administratives.
- encourager l'intégration maghrébine en favorisant les échanges et la coopération au sein de l'ensemble maghrébin et entre celui-ci et la communauté européenne et ses états membres.
- promouvoir la coopération dans les domaines économique social, culturel et financier.

B) La polarisation au niveau des échanges commerciaux.

L'activité économique demeure polarisée sur l'Europe et particulièrement sur les partenaires traditionnels. Cette polarisation se retrouve surtout au niveau des échanges commerciaux.

Le commerce extérieur de l'Algérie est fortement polarisé sur l'Union Européenne puisque l'Europe a effectué en moyenne sur la période 1990-2013, 60% des échanges commerciaux environ, soit 62% des exportations et plus de 63% des importations. Les pays de l'Union Européenne restent comme l'attestent les statistiques, toujours les principaux partenaires. Les

¹ Cet accord signé à Valence en Avril 2002 et entré en vigueur en 2005, remplace l'accord de coopération conclu en 1976 à durée illimitée avec comme objectif : le soutien et l'accompagnement du développement de l'économie algérienne. Les négociations avaient repris en 1997, se sont arrêtées entre 1997 et 2000 pour reprendre à partir de cette date et aboutir à la signature de l'accord en 2002.

autres pays d'Europe fournissent en moyenne, entre 1 et 2 % du volume exporté par l'Union Européenne.

1) Les marchandises.

L'Algérie possède une structure de commerce extérieur de marchandises fortement polarisée en réalité sur quelques pays de l'Union Européenne. En effet de 2005 à 2013, la plupart de nos exportations soit près de 60% se dirigent vers l'UE et plus précisément vers quatre (4) pays. En 2013, l'Espagne est le premier client de l'Algérie et absorbe 7,47 milliards de \$ soit 15,67% des exportations ; elle est suivie de l'Italie avec 6,94 mds \$(13,66%), la France avec 5,21 mds 10,23% et la Grande Bretagne, 10,91%. Ces chiffres révèlent que sur un montant global des échanges réalisés avec le monde durant les 9 mois de 2013 de 90,82 mds \$; 64 mds sont effectués avec l'UE soit 59,48% du total.

Tableau n°6 : Part de l'Union Européenne dans les échanges de marchandises de l'Algérie de 1990 à 2013

En %	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
X° to UE	64,11	64,62	69,31	55,03	62,63	63,31	62,63	60,64
M° from UE	59,58	70,20	72,86	68,38	68,67	59,13	50,41	63,08
Moyenne X°+M°	61,84	67,41	71,08	61,70	65,65	61,22	56,52	61,86
Autres Europe		Nd	nd	nd	Nd	Nd	Nd	1,08
En %	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
X° to UE	63,71	53,01	63,74	74,19	69,67	58,73	55,55	56,81
M° from UE	59,33	64,95	63,41	67,75	66,47	59,06	57,78	53,75
Moyenne X°+M°	61,52	58,98	63,57	70,97	68,07	58,90	56,67	55,28
Autres Europe	1,07	1,24	0,98	0,84	0,69	1,24	0,91	0,15
En %	2006	2007	2008	2009	2010	2 011	2012	2013
X° to UE	55,9	44,60	50,31	51,30	55,83	46,77	47,77	57,78
M° from UE	54,66	52,21	53,15	52,86	51,3	55,06	59,7	62
Moyenne X°+M°	55,28	48,40	51,72	52,08	56,9	52,67	56,5	61
Autres Europe								

Source : CNIS et EUROSTAT

Les pays de l'Union européenne qui sont les principaux clients de l'Algérie, sont en même temps ses principaux fournisseurs et assurent comme le révèlent le tableau, depuis 1985 plus de 60% des échanges. En 2001, l'Europe a même assuré plus de 74% des exportations et 68% environ des importations algériennes. Nos importations n'ont cessé d'augmenter passant de 5903 millions de \$ US en 2001 à 54852 millions de \$ en 2013. Mais depuis 2001, la part de l'Europe s'est réduite puisque elle n'assure plus environ que 57% des exportations et 55% des importations. Depuis 2001, les USA sont devenus des clients importants devançant la France (18% contre 11%) en ce qui concerne les achats d'hydrocarbures. Les importations algériennes en provenance des USA sont assez cycliques puisqu'ils couvrent généralement les céréales et l'aéronautique. Mais la progression la plus spectaculaire est celle de la Chine qui occupe la 6^{ème} place comme fournisseur. En réalité, cette polarisation est davantage centrée sur trois ou quatre pays. En effet, si 3 pays assurent, pour les 9 premiers mois de 2013, 37% des exportations (l'Italie 14%, Espagne 13%, la France 10%), ils sont aussi 3 pays à fournir 36% des importations algériennes : la France avec 22,4%, l'Italie (7,2%) et l'Allemagne(6%) environ. Cependant, la part du volume des échanges hors hydrocarbures entre l'Algérie et l'UE ne représente comme le montre le tableau 11 que des parts infimes. Il faut souligner que même hors hydrocarbures la structure géographique des exportations algériennes montre une nette prépondérance de la zone UE puisque depuis 2005 elles représentent une moyenne de 70% du total. Le taux est de 78% en 2012. Par ailleurs, les déséquilibres des échanges hors hydrocarbures sont faibles par rapport aux excédents résultant des exportations hors-hydrocarbures. Par rapport à 2012, les échanges de l'Algérie avec cette zone ont enregistré une hausse de 30% des importations et de 20% pour les exportations. Si les exportations de l'UE vers l'Algérie concernent un large éventail de produits manufacturés comme le montre le tableau ci-dessous, les exportations algériennes sont constituées essentiellement de biens primaires : des hydrocarbures.

2) Les services.

La polarisation existante au niveau des échanges de marchandises, se retrouve au niveau des échanges des services.

Le solde du commerce des services est comme le montre le tableau suivant, structurellement défavorable à l'Algérie. L'Algérie dépense en moyenne, environ 2,3 milliards de dollars pour les voyages, le transport, le

fret et pour les autres services commerciaux et ne reçoit pour les mêmes services que 770 millions de dollars.

III) L'Asymétrie des relations entre l'UE et l'Algérie.

Les relations économiques et financières entre l'Algérie et l'union Européenne sont caractérisées en plus de leur polarisation, par une asymétrie affectant aussi bien les échanges commerciaux, que la richesse et la diversification économique.

Les échanges commerciaux entre l'Algérie et l'Union européenne sont caractérisés par une asymétrie que reflète parfaitement le tableau ci-dessous. En effet, si la part du commerce extérieur de marchandises de l'Algérie effectué avec l'Europe n'atteint pas 60% sur la période concernée, le commerce extérieur de cette dernière avec l'Algérie n'excède pas 1%.

Tableau n°7 : Évolution des échanges de services.

En Milliards de \$	Exportations	Importations	Solde	En Milliards de \$	Exportations	Importations
1990	0,51	-1,71	-1,2	2001	0,91	-2,44
1991	0,42	-1,77	-1,35	2002	0,9	-2,6
1992	0,62	-1,76	-1,14	2003	1	-3
1993	0,6	-1,61	-1,01	2004	1,1	-4,2
1994	0,69	-1,93	-1,24	2005	2,51	-4,78
1995	0,68	-2,01	-1,33	2006	2,58	-4,18
1996	0,75	-2,15	-1,4	2007	2,84	-6,93
1997	1,07	-2,15	-1,08	2008	3,49	-11,08
1998	0,74	-2,22	-1,48	2009	2,99	-11,68
1999	0,72	-2,56	-1,84	2010	3,57	-11,91
2000	0,91	-2,36	-1,45	2011	3,77	-12,56

Source : Banque d'Algérie. Bulletin statistiques : rétrospective 1999-2011-
hors-série : juin 2012**L'asymétrie au niveau des échanges commerciaux.**

Tableau n° 8 : Part de l'Algérie dans le commerce extérieur de l'Europe et celui de l'Europe dans le commerce extérieur de l'Algérie.

En %	Part de DZ dans les M° de l'UE	Part de DZ dans les X° de l'UE	Part de DZ dans (X°+M°) UE	Part de l'UE dans les M° DZ	Part de l'UE dans les X° DZ	Part de l'U.E dans les (X°+M°) DZ
1993	1,5	1	1,25	68,38	55,03	61,71
1995	0,9	0,9	0,9	59,13	63,31	61,22
2003	1,3	0,7	1	58,7	58,94	58,86
2005	1,8	1	1,4	55,78	55,65	55,52
2006	1,8	0,9	1,35	54,66	52,64	53,21
2007	1,4	0,9	1,15	52,21	50,3	46,99
2008	1,2	1,2	1,2	53,15	51,3	52,39
2009	1,3	1,3	1,3	52,86	55,83	52,02
2010	1,3	1,2	1,25	54,6	43,34	55,6
2011	1,2	1,1	1,15	59,5	54,49	56,6
2012	1,3	0,7	1	52,9	57,78	0,593

Source : calculé par nous-mêmes à partir de statistiques du CNIS et Eurostat

Cette asymétrie est plus perceptible, si l'on considère la structure du commerce extérieur algérien et sa part dans celui des principaux pays européens partenaires. Le tableau ci-dessous révèle que les exportations de ces pays vers l'Algérie représentent moins de 1% (au plus 0,85%) des exportations françaises (¹), 0,14% des exportations allemandes et 0,48% pour l'Italie ou l'Espagne.

Concernant les importations, du fait de l'existence de gazoducs reliant l'Algérie à l'Espagne et à l'Italie, ces dernières représentent entre 1,5 et 2% seulement de leurs importations.

Tableau n° 9 : Part du commerce extérieur algérien dans celui de ses principaux pays européens partenaires en 2012

¹ En France, en 2003 le secteur énergétique représente 3% du PIB et représente 23 milliards d'Euros d'importations soit plus 5 fois les exportations totales de l'Algérie vers l'Europe.

	X° vers DZ dans X° totales en %	M° de DZ dans les M° totales en %
Belgique	0,14	0,31
Allemagne	0,14	0,05
Espagne	0,47	1,55
France	0,85	1,02
Italie	0,48	2,01
Pays-Bas	0,14	0,71
Royaume-Uni	0,11	0,11
Total Europe	0,70	1,30

Source : élaboré par nous-mêmes à partir de données d'Eurostat

A) L'asymétrie au niveau de la richesse.

L'asymétrie constatée au niveau des échanges extérieurs, se retrouve dans la richesse. Le PIB réel durant la période 2005-2012 de l'Algérie ne représente à peine 1% de celui de l'Europe et entre 4 et 8% de celui de la France .

Tableau n°10 Évolution du rapport PIB algérien/ PIB UE et du PIB de la France.

(en %)	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
PIBDZ/UE	0,71	0,77	0,80	0,87	0,80	0,98	1,08	1,22	
PIBDZ/FR	4,74	5,07	4,61	5,63	7,02	6,27	6,89	7,43	

Source : Calculé par nous même à partir de données d'Eurostat et de l'ONS

Ce que montre le tableau ci-dessus est édifiant en ce sens où la richesse de l'Algérie représente à peine 1% de celle de l'Europe et 5% en moyenne celle de la France.

B) L'asymétrie au niveau de la diversification économique.

L'Algérie a une économie très peu diversifiée, le poids des hydrocarbures a entraîné une forte polarisation. Les théories de la croissance endogène ⁽¹⁾ et celle du développement économique permettent de **comprendre le processus de manque de diversification des pays en développement**. Les théories de développement économique considèrent la diversification comme une voie de rattrapage économique des pays en développement. Les théories de la croissance permettent de penser que la diversification a toute sa place dans la théorie classique du commerce international bien que logiquement ⁽²⁾, la diversification et la spécialisation soient exclusives l'une de l'autre. La diversification a un impact positif sur la croissance à travers l'amélioration de la productivité des facteurs et la réduction des risques liés au retournement de la conjoncture économique mais aussi par le biais du commerce international. Le processus de diversification renvoie d'une part au développement industriel et notamment au secteur de l'industrie manufacturière et d'autre part aux exportations dont la concentration en hydrocarbures fragilise l'économie algérienne. Elle est dans ce sens un facteur incontournable pour réduire la fragilité d'une économie (qu'elle soit celle d'un pays développé ou en voie de développement) dans un contexte de bouleversements technologiques ou d'émergence de nouveaux concurrents sur ses marchés ⁽³⁾. Cet apport de la théorie nous aide à comprendre la faible diversification de l'économie algérienne

Le manque de diversification est encore plus accentué si l'on considère les exportations totales et la part des hydrocarbures dans ces exportations. La polarisation sur les hydrocarbures est une spécificité de l'économie algérienne qui est considérée comme faisant partie des pays les plus concentrés au monde. Si, durant la décennie 1970, la part des hydrocarbures a oscillé autour de 88,5%, celle-ci est allée en s'accroissant en passant à 97,3%, puis 95,7% et enfin à 97,4% respectivement au cours des décennies 1980, 1990 et 2000. Cette concentration moyenne (97,4%) pour la décennie 2000 est supérieure à celle de pays pétroliers tels que : le sultanat de Brunei (94,1%) l'Iran (79,7%), le Koweït (94,5%) Le Nigéria (94,7%) l'Arabie Saoudite (89,6%) ou le Venezuela (87,9%).

¹ La diversification est considérée comme un processus endogène, selon les théories de la croissance

² Voir la théorie des avantages comparatifs de David Ricardo

³ Berthelémy JC, « Commerce international et diversification économique », *Revue d'Economie Politique*, 2005, Vol 115, p 593

Tableau n° 11 : Mesure de la concentration des exportations *

Pays Années	ALGE	MAR	TUNI	EGYP	ASIE	UE**	Pays Mediterranéeens**
1980	0.82	0.319	0.48	0.188	0.241		
1985	0.541	0.250	0.38	0.545	0.185		
1990	0.566	0.162	0.2	0.244	0.111		
1995	0.551	0.173	0.21	0.244	0.122	0,356	0,512
2000	0.576	0.173	0.19	0.456	0.182	0,366	0,567

* Selon l'indice de Hirshman normalisé.

** Source : Comtrade, calculs de l'institut de la Méditerranée

L'indice de Hirschman Normalisé évalué à 0,8 pour la décennie 2000 et exprimant la concentration des exportations algériennes confirme la faible diversification. Même en se basant sur le nombre des produits exportés, selon les données de la Banque Mondiale, l'Algérie se situe parmi les plus faibles avec 184 produits exportés, contre 336 pour l'Arabie saoudite, 1120 pour le Maroc, 3266 pour le Mexique et 2849 pour l'Indonésie.

Les schémas de spécialisation par filière de l'Algérie avec le seul avantage obtenu dans la filière énergétique et les forts désavantages dans les filières agro-alimentaire, mécanique et chimique montrent le chemin de facilité emprunté par l'économie rentière ⁽¹⁾. Les exportations hors hydrocarbures n'excèdent pas 3% des exportations totales. Elles représentent en 2012, 3,9% soit 1,4 mds \$. Aujourd'hui 70% des exportations hors hydrocarbures sont destinées à l'UE.

Dans un article collectif (2) des auteurs avaient mis en évidence, la faible diversification de l'économie algérienne par rapport à celle de ses voisins du Maghreb et d'Europe du Sud, ou au noyau dur de l'Europe (Allemagne, France, Italie, Angleterre). Le tableau ci-dessous présente l'indice de spécialisation (indices de KRUGMAN 1991) qui renseigne sur l'écart entre la structure de production du pays comparé à la moyenne des

¹ Ce chemin est celui emprunté par tous les pays pétroliers d'Amérique Latine, du Golfe, d'Afrique et même par la Russie.

2 S. Dupuch, E. Mouhoud, F. Talahite " L'Union Européenne élargie et ses voisins méditerranéens : les perspectives d'intégration" Revue Économie Internationale n°97 Paris.2004.

structures de production de l'ensemble des pays de l'Europe et ceux du Maghreb. Ainsi, sur une période de 12 ans) l'Algérie a très peu diversifié son économie, et reste fortement dépendante des hydrocarbures.

Tableau n°12 : Indice de spécialisation.

	1987-89	1990-92	1993-95	1996-99
Espagne	0,509	0,515	0,521	0,524
Portugal	0,952	0,922	0,913	0,831
Grèce	1,183	0,151	1,066	1,024
Algérie	1,832	1,862	1,862	1,826
Maroc	1,446	1,454	1,436	1,448
Tunisie	1,344	1,305	1,312	1,375
Turquie	1,096	1,171	1,126	1,043

Source : CEPII Base de données Chelem calculs S. Dupuch, E. Mouhoud, F. Talahite

Même au sein du Maghreb, les statistiques montrent que l'Algérie est aujourd'hui, le pays le moins diversifié ⁽¹⁾ et celui qui fournit le moins d'efforts pour le devenir, comme le montre le tableau n°12 relatif à la part du secteur manufacturier dans les exportations de biens des pays maghrébins qui met en évidence le caractère rentier de l'économie algérienne et l'aggravation de celui-ci depuis 1988.

Tableau n°12 : Part du secteur manufacturier dans les exportations de biens (%).

	1978	1988	1998	1999	2012
Algérie	1,0	5,3	2,7	2,8	3,2
Tunisie	40,2	68,4	68,4	78,0	66,2
Maroc	20,8	53,3	64,4	68,4	68,8

Source : CEPII-CHELEM

¹ La mesure de la diversification se calcule par rapport aux variétés de familles de produits exportés. Plus on est éloigné de 1 et plus on est diversifié. Selon G Thureau, commissaire de l'association Méditerranée Economie sociale et solidaire (MEDESS), l'ESS peut s'avérer une grande opportunité pour l'Algérie afin de diversifier son économie Le cas de l'Agriculture est intéressant avec les coopératives.

CONCLUSION

L'objectif de cet article était rappeler le, d'analyser les relations économiques entre l'Algérie et l'UE à la lumière de l'accord d'association signé par les deux parties dans le cadre du partenariat euro-méditerranéens.

Après avoir rappelé les enjeux du partenariat aussi bien pour l'Europe que pour les pays méditerranéens dont l'Algérie, nous avons mis évidence la spécificité des relations économiques et financières de l'Algérie avec l'UE en commençant par rappeler les caractéristiques du commerce extérieur c'est-à-dire des exportations dominées par le secteur des hydrocarbures, des importations et un solde de la balance commerciale qui fluctuent au gré du prix du baril de pétrole. L'analyse menée a surtout permis de mettre en évidence la polarisation et l'asymétrie qui caractérisent ces relations économiques algéro-européennes. Nous avons insisté particulièrement sur les échanges de biens et leur évolution pour montrer leur polarisation sur l'Europe et l'asymétrie entre les 2 parties. Cette polarisation et cette asymétrie apparaissent aussi bien au niveau des échanges de biens et services, qu'au niveau de la richesse produite ainsi que la diversification économique.

En conclusion, on peut dire qu'en dépit de quelques efforts pour diversifier l'économie à travers des partenariats en vue de sortir de la mono exportation et de sa dépendance vis-à-vis de la volatilité des prix du pétrole, les recettes pétrolières continuent à représenter plus de 98% des recettes globales d'exportations et 2/3 des recettes budgétaires. La diversification des exportations hors hydrocarbures constitue donc un objectif fondamental et un défi. Le niveau élevé des prix du pétrole a tout de même permis de consolider la situation financière algérienne avec des réserves de changes importantes. Quant au secteur hors hydrocarbures, il est orienté vers le marché intérieur et reste largement tributaire des dépenses publiques. Par rapport à l'accord d'association entre l'Algérie et l'UE qui inscrivait dans ses objectifs l'établissement de relations économiques équilibrées et mutuellement avantageuses et la libéralisation progressive des échanges, on peut affirmer que ce partenariat s'est fait essentiellement à l'avantage de l'Europe même s'il a permis une forte avancée du processus de libéralisation des échanges commerciaux. En 2012, les statistiques révèlent que pour 1\$ exporté hors hydrocarbures vers l'Europe, on importe pour 13,7\$ un rapport de 1 à 14 (le rapport était en 2004 de 1 à 20 environ).

BIBLIOGRAPHIE

ARDOUIN Caroline "L'économie algérienne : quelles perspectives".
Monde Arabe, Maghreb-Machrek n°149 Juillet septembre 1995

BEBASSY -QUERE Agnès et **MOJON** Benoît "L'UEM et la stabilité du
taux de change euro/dollar". Janvier 1998

BECKOUCHE Pierre, L'Euro Méditerranée est- elle ou peut elle être
une région économique intégrée ? Professeur à Paris 1 Panthéon Nanterre .

Bekenniche Otmane, le partenariat euro-méditerranéen, les enjeux OPU
Alger 2011

BERTHOMIEU Claude et A. Marseille du 8 au 30 mars 2001.

Le partenariat euro-méditerranéen en l'an 2000. Forum méditerranéen des
instituts Économiques (femise network) juillet 2000.

CHAFFOUR Jean pierre et STEMITSIOTIS Loukas L'impact de
l'Euro sur les pays méditerranéens. Cahiers de l'euro n°24. 1998

DUPUCH, S. MOUHOUB, E. TALAHITE F « l'Union Européenne
élargie et ses voisins méditerranéens : les perspectives d'intégration » Revue
Économie Internationale n°97 Paris.2004

FITOUSSI. Jean Paul "la question du taux de change de l'euro" Lettre
de OFCE n°247 Paris. Avril 2004

HUGON Philipe ,Les accords de libre échange avec les pays ACP et les
pays du sud et de l'est de la Méditerranée au regard du nouveau régionalisme
Paris 10 Nanterre

KERDOUN Azzouz "Perceptions sur les implications sur la zone de
libre-échange : le cas de l'Algérie. Elites and change in the Mediterranean.
Ed. Marquina – FMIS- UMCI

MOUHOUD ,F TALAHITE et DUPUCH , Les perspectives
d'intégration entre l'Union Européenne et les PECO et les pays sud
méditerranéens : incidence sur les tendances de la spécialisation des
activités en Europe CEPN-CNRS Université Paris 13

Seconde conférence du Femise : l'Euro et la Méditerranée. Les
politiques de change des PSEM: bilan et perspective d'ancrage à l'euro.

ZWAHLEN Jean " L'euro nouvelle monnaie internationale " ”
(Réflexions sur divers aspects de la question). Genève, Novembre 2003.

Rapports du FMI 2005,2007,2009,2011

Ministère du commerce statistiques

Direction Générale des Douanes CNIS

Rapports de la Commission Européenne